

Deux ouvrages collectifs exposent la façon dont les pouvoirs publics stigmatisent les « Roms ». Carine Fouteau, qui contribue à l'un, et Sébastien Thiéry, qui dirige l'autre, s'expliquent

« La "question rom" aveugle »

PROPOS RECUEILLIS PAR
JULIE CLARINI

La contribution de Carine Fouteau, journaliste à Mediapart, dans l'ouvrage collectif *Roms & Riverains*, est issue de plusieurs reportages qu'elle a faits à Paris, autour de la place de la République, où se trouvent de nombreuses familles roms, et en Essonne, notamment au campement de Ris-Orangis, où habitaient 200 personnes avant son démantèlement en avril 2013, à la suite de l'arrêté municipal du 29 mars 2013. C'est ce texte administratif qui a donné son titre à l'ouvrage *Considérant qu'il est plausible que de tels événements puissent à nouveau survenir*, dirigé par le politologue Sébastien Thiéry. Il est le coordinateur des actions de l'association Perou – le Pôle d'exploration des ressources urbaines – qui a construit sur le site de Ris une « ambassade », un lieu d'articulation entre la ville et le bidonville.

Dans « Les Roms, ces Européens » (« Les Temps modernes » n° 677, janvier-mars 2014), le philosophe Patrice Maniglier écrit qu'il n'y a pas de « question rom », mais une question populiste. Vos deux ouvrages réfutent-ils aussi l'existence d'une « question rom » ?

Carine Fouteau Oui. Il n'existe pas de « question rom » en soi, mais nous sommes bien obligés d'observer qu'un « problème rom » s'est constitué dans l'espace public. Ce qui nous intéresse, c'est d'analyser les discours et les gestes politiques qui se sont mis en place pour gérer les problèmes prétendument posés par ces personnes venues d'Europe de l'Est, la plupart de Bulgarie et de Roumanie, et qui vivent dans des bidonvilles. Ces personnes sont fabriquées par les pouvoirs publics et les médias comme « roms ». Notre ouvrage n'est pas un livre d'histoire ni d'anthropologie sur les Roms, nous ne nous sommes pas penchés sur l'histoire de leur mode de vie, même si, comme journaliste, je me suis intéressée concrètement à la manière dont les gens se débrouillent sans eau courante ni électricité, etc. Car ils ont des droits, comme l'accès à l'eau, non reconnus par les municipalités.

Sébastien Thiéry Selon nous, la question rom aveugle. D'abord, elle empêche de voir que bien des non-Roms vivent dans les bidonvilles en France. Surtout, elle empêche de concevoir que la politique de violence et de nonaccès aux droits ne cible pas seulement ces prétendus Roms, mais aussi les SDF à Paris ou les migrants à Calais. « Rom » est l'une de ces catégories qui naturalisent la précarité des personnes ainsi désignées : du côté du rebut humain par essence – ou, pire, par volonté –, elles « méritent » donc la violence qui s'abat sur elles. Prétendre qu'il existe une question rom,

c'est escamoter cette véritable guerre aux pauvres qui aujourd'hui a lieu.

C. F. La focalisation sur les « Roms » est une instrumentalisation pure, nous sommes d'accord. Mais nous, qui avons tous travaillé sur les questions des migrations comme sociologue, journaliste ou militant, nous avons constaté une spécificité dans la manière dont sont traitées ces personnes. La plus juste façon d'en parler serait de dire que ce sont des familles migrantes vivant en bidonville. Or elles ne sont appréhendées sous aucune de ces catégories ; elles ne sont pas traitées comme des migrants et des familles comme les autres. On le voit à la façon dont les municipalités agissent envers elles, par exemple à Ris-Orangis, en déposant des blocs de pierre à l'entrée du campement pour les empêcher d'entrer ou de sortir. De même, elles sont assimilées à des rats sur des tracts ; on emploie à leur propos le mot « extermination ». Nous n'avons jamais vu rien de comparable à l'encontre des Afghans de Calais, qui pourtant vivent dans des cabanons. Au fond, ces personnes sont très proches de nous. En tant qu'Européens, les « Roms »

partagent le même espace, la même histoire et la même législation supranationale que nous. Mais, puisqu'il n'est pas question de les intégrer, il devient nécessaire de se convaincre qu'ils sont complètement différents de nous. Voilà comment se fabrique une politique de la race : on les renvoie à une prétendue altérité radicale.

Dans « Considérant... », le philosophe Etienne Balibar souligne l'ironie de politiques indignes qui sont menées au nom de la dignité humaine.

S. T. C'est évidemment pour son « bien » que le « rebut humain » est l'objet de ces politiques, pour qu'il ne se fixe pas dans des conditions de vie qu'unaniment nous qualifions d'« indignes ». Mais, en suivant cette interprétation, on se retrouve dans une position sidérante : on ne peut pas, moralement, s'opposer à la destruction d'un bidonville. Comment sortir de cette sidération ? Cette question est au cœur du livre. Nous avons d'abord publié l'arrêté d'expulsion, parce que c'est un geste démocratique élémentaire que de se saisir d'un texte produit en notre nom. Ensuite nous l'avons ouvert à l'interprétation d'une trentaine d'auteurs (artistes, architectes, juristes, philosophes), une façon de combattre par la langue cet effet de sidération.

« Roms & Riverains » partage cet intérêt pour la langue administrative et médiatique...

C. F. En effet. Le « riverain », le pendant du « Rom », apparaît, dans tous les journaux et dans la bouche des responsables politiques, systématiquement « exaspéré ». Après enquête, il nous est apparu que ce fameux voisin est multiple. Certains jettent des produits « nettoyants » pour se débarrasser des familles sous leurs fenêtres, d'autres, y compris dans les quartiers populaires, multiplient les petits ou grands gestes quotidiens d'entraide et de solidarité. Mais ceux-là, personne ne leur tend jamais le micro.

S. T. Quand on construit dans le bidonville, il n'y a plus de « Rom », de « rive-



Dans le campement de Ris-Orangis, en mars 2013, peu de jours avant sa destruction. HERVÉ BOUTET

Exclure au nom de la culture

OUVRAGE COLLECTIF d'Eric Fassin, Carine Fouteau, Serge Guichard et Aurélie Windels, *Roms & Riverains. Une politique municipale de la race* (La Fabrique, 230 p., 13 €) mêle des contributions de natures différentes (analyse politique, reportages, témoignage de militant et entretiens au long cours) pour dénoncer la violence politique à l'œuvre contre les familles venues de l'Europe de l'Est qui appartiennent à la minorité rom et qui vivent dans les terrains vagues. Suspectés de ne pas vouloir s'intégrer, au nom de leur « culture », ils sont présentés comme un problème aussi bien par la droite que par

la gauche, par Nicolas Sarkozy que par Manuel Valls : il existerait une « question rom » posée aux municipalités françaises. L'ouvrage tend à montrer que cette « question » ne surgit pas, en réalité, de la présence de ces 15 000 ou 20 000 personnes sur le sol français, mais de la volonté de les exclure : leur « différence culturelle » se voit invoquée, voire fabriquée, pour justifier des politiques d'expulsion systématiques, de destruction des habitations, de refus de la scolarisation des enfants... Des politiques qui ont un coût, selon les auteurs, pour nos valeurs républicaines et plus encore pour notre humanité. ■ J. CL.

L'arrêté municipal disséqué

CONSIDÉRANT qu'il est plausible que de tels événements puissent à nouveau se produire. Sur l'art municipal de détruire un bidonville (Post-éditions, 320 p., 17 €) est un livre aussi surprenant que son titre, qu'il emprunte à l'arrêté municipal n° 2013/147 placardé le 1^{er} avril 2013 à l'entrée du bidonville de Ris-Orangis (Essonne), le long de la nationale 7. A l'endroit même où l'association Perou avait entrepris depuis de longs mois un travail de consolidation et d'amélioration des habitats. Cet arrêté, long de 8 pages, prépare la destruction des habitations de fortune qui interviendra

deux jours plus tard. Reproduit in extenso, écrit dans une langue administrative qui confine à l'absurde – un « chef-d'œuvre » aux yeux de Sébastien Thiéry, qui coordonne l'ouvrage –, c'est la pièce maîtresse du volume, celle dont s'emparent artistes et philosophes, écrivains et paysagistes (Jean-Christophe Bailly, François Cusset, Etienne Balibar, Gilles Clément, Robert Cantarella...). L'arrêté se voit ainsi analysé, parodié, dénoncé, pastiché, dépecé, afin que se révèle au grand jour tout ce qu'il véhicule d'effarant derrière la neutralité de sa langue. De l'art de la lecture comme arme politique. ■ J. CL.

rain », de dedans et de dehors. On transforme l'espace comme les représentations, on « fait » de la politique au sens propre. A Ris, on a notamment construit une « ambassade » où avaient lieu des cours de français, des réunions, etc. Puisqu'il y a des actes de guerre (destructions d'habitations, nonaccès à l'eau...), on est venu tel un organe diplomatique afin de l'éteindre. On a traité de manière aussi loyale avec toutes les parties, y compris avec le maire qui s'opposait à la scolarisation des enfants. Et, au final, un projet d'insertion s'est mis en place, le premier dans l'Essonne. Notre approche est clinique : on part aussi des difficultés des maires, de la pauvreté des savoirs disponibles. Que sait-on ? Que depuis dix ans la destruction des bidonvilles n'a conduit qu'à leur pérennisation, puisqu'ils se reconstruisent 500 mètres plus loin. Notre hypothèse est que construire dans le bidonville est le meilleur moyen d'en sortir : en répondant à l'urgence sani-

taire, en construisant ensemble, on crée des perspectives d'avenir.

C. F. Si ces situations ne sont pas simples pour les maires, il existe tout de même des ressources, par exemple des fonds européens non utilisés. Mais l'idéal des maires, c'est l'autoexpulsion : rendre la vie si impossible que les personnes partent d'elles-mêmes. C'est l'un des paradoxes : on leur reproche d'être sales quand on ne ramasse pas leurs poubelles. Les désagréments qui leur sont reprochés résultent de l'absence de respect du droit français par les pouvoirs publics.

Il vous est apparu important de donner la parole aux premiers intéressés.

C. F. Oui. Pour qu'ils cessent d'être une « question » manipulée par les autres, il est indispensable d'entendre leur voix.

S. T. Construire ensemble est une façon de rencontrer les personnes, non à partir de leur « misère » mais de leur pouvoir d'action, et de déjouer ainsi les représentations qui les accablent. ■